



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Commissaire commandant
Yvan BONAZZI
A6

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 2 / bilan géopolitique (périphérique et mondial) de la Chine

P. JOINTE(S) : 3 documents (2 tableaux, 1 carte)

Alain PEYREFITTE écrivait en 1973 « quand la Chine s'éveillera...le monde tremblera ». Les réformes engagées par le gouvernement chinois depuis le milieu des années 80 montrent à quel point ce géant est effectivement aujourd'hui « éveillé », et inspire aux grandes puissances mondiales un sentiment mêlé de crainte, et de volonté de saisir des opportunités, notamment sur le plan économique.

Depuis près de vingt ans, l'empire du milieu est en effet engagé dans une véritable montée en puissance : son poids dans le commerce mondial a triplé (passant de 1 à 3%), elle est devenue le premier pays d'accueil des investissements directs à l'étranger (*IDE - cf. document n°1 joint*) dans le monde, ses réserves de change sont considérables, et sa croissance prévue au cours des prochaines années est estimée à 7% par an.

Cet état des lieux ne doit cependant pas forcément laisser croire à une progression exponentielle de cet Etat, tant ses faiblesses sont importantes, au regard de sa dépendance énergétique comme de ses contradictions internes, ou même de la nature des relations qu'elle peut entretenir avec les puissances périphériques et mondiales.

Ainsi, la Chine peut être aujourd'hui à son tour qualifiée de « colosse au pied d'argile » à la recherche d'une normalisation de sa situation interne et internationale.

1. Un colosse au pied d'argile...

La Chine souffre, au-delà de son formidable potentiel de développement, de fragilités internes liées à des considérations économiques et démographiques, ainsi qu'à des facteurs pouvant remettre en cause sa cohésion en tant qu'Etat.

Sur un plan économique, les réformes engagées par le gouvernement chinois favorisant le développement des entreprises ont entraîné un véritable déséquilibre au sein de cette société jusqu'alors essentiellement agricole. On assiste en effet à un véritable exode rural (250 millions de ruraux ont quitté leurs terres) au profit des villes qui ne sont pas en mesure d'offrir le nombre d'emplois suffisants (24 millions d'emplois urbains à créer en

2005). Il en résulte un chômage tendant à s'accroître de manière importante (14 millions de chômeurs actuellement) auquel s'ajoutent les faiblesses du niveau de protection sociale des travailleurs (seuls 69 millions de travailleurs peuvent adhérer au système des « nouvelles coopératives médicales), qui font regretter à un grand nombre de citoyens chinois le temps du partage « égalitaire » du socialisme, et craindre des émeutes importantes, qui pourraient même aboutir, si elles s'ajoutaient à d'autres facteurs d'insatisfaction, à une guerre civile, qui serait dommageable pour toute la planète.

Par ailleurs la Chine souffre d'une dépendance majeure dans les secteurs de l'énergie et de l'alimentation. Si le sujet est sensible pour l'alimentation des populations, pour lesquelles le gouvernement devra nécessairement faire appel à des importations massives, risquant de créer une tension sur les cours mondiaux, il l'est encore plus sur le plan de la dépendance énergétique, avec une croissance actuelle de la consommation d'énergie de 4,3% par an, liée au développement économique du pays. L'accroissement de sa dépendance pétrolière globale est ainsi un des facteurs majeurs obligeant la Chine à normaliser ses relations au niveau international (*cf. document n°2 joint et infra pour les relations internationales*).

Sur un plan démographique, la Chine, actuellement peuplée de 1,3 à 1,5 milliards d'habitants doit faire face à une transition démographique difficile. La chute brutale du taux de fécondité entraîne en effet un vieillissement accéléré de la population, auquel s'ajoute une surreprésentation des naissances masculines (40 millions d'hommes en plus prévus en 2020). Ce dernier phénomène, ajouté à l'afflux massif des populations paysannes dans les villes, explique que la Chine doit actuellement faire face aux prémisses d'un véritable exode d'une partie de sa population vers l'orient russe, l'Asie du sud est, et même l'occident, où risquent en conséquence de se créer des déséquilibres.

L'Etat chinois doit enfin faire face à des tensions politiques internes qui pourraient remettre en cause sa cohésion, même si la plupart des situations sont aujourd'hui normalisées. Les mouvements islamistes sécessionnistes ouïgour de la province du Xinjiang (*cf. document n°3 joint*), qualifiés un temps par les Etats-Unis de « freedom fighters », ont en effet été maîtrisés, notamment au travers d'un programme de développement économique spécifique, et les velléités d'indépendance du Tibet, largement soutenues par l'opinion occidentale, apparaissent aujourd'hui appartenir au passé. En revanche, l'intégration d'Hong Kong selon le modèle « un Etat deux systèmes » s'avère aujourd'hui être un relatif échec, et surtout la question de Taïwan, à la frontière entre enjeux internes et internationaux continue d'être un point d'achoppement permanent, et un foyer potentiel de guerre. Il semble à cet effet que la Chine se contenterait du statu quo actuel, et n'interviendrait militairement que si Taïwan déclarait officiellement son indépendance. Les conséquences d'une telle opération seraient majeures sur un plan géopolitique, même si il est peu probable que les Etats-Unis utiliseraient ce « casus belli » pour affronter militairement la Chine jusque sur son territoire.

La Chine s'efforce ainsi, sur la base de ces faiblesses structurelles, à adopter une posture internationale où se mêlent la recherche d'un équilibre stratégique et la quête d'une véritable légitimité internationale, au travers notamment de nouveaux partenariats.

2. ... à la recherche d'une normalisation de sa situation internationale

La Chine semble aujourd'hui avoir dépassé le sentiment d'humiliation nationale lié à sa perte d'influence dans sa confrontation historique avec l'impérialisme japonais et occidental, pour adopter aujourd'hui une position visant à la fois à affirmer d'avantage sa souveraineté sur la base d'une politique de dissuasion militaire visant à un équilibre stratégique, et à rechercher de nouvelles alliances lui permettant notamment de faire face à ses dépendances économiques internes.

La Chine poursuit actuellement une politique de développement de son outil militaire (12,6% d'augmentation de budget en 2005). Il s'agit pour elle d'assurer un véritable « équilibre stratégique » vis-à-vis de la politique américaine de « containment », traduite par exemple par l'implantation de troupes en Asie centrale, ou par les appuis accordés aux mouvements à l'origine des tensions internes, ainsi que par le soutien à Taïwan. Ce

faisant, une forme d'équilibre stratégique est en train de naître entre les deux puissances, qui ont bien souvent des intérêts étroitement liés. La possession par la Chine d'un volume important de bons du trésor américains lui permet par exemple d'influer sur les possibilités de financement du déficit public des Etats-Unis. La revalorisation de son outil nucléaire lui permet également de faire valoir ses droits en tant que membre à part entière du conseil de sécurité des Nations Unies, où elle prend une part importante dans les décisions, avec une autonomie dont elle n'était pas jusque là coutumière.

Cette forme d'équilibre, et de recherche d'une véritable légitimation internationale, se traduit également par une politique active visant à régulariser ses contentieux frontaliers avec les Etats voisins. Ainsi, à titre d'illustration, la majeure partie des frontières communes entre la Chine et l'Inde est aujourd'hui définie sur des bases juridiques solides. Vis-à-vis de la Corée du Nord, la Chine se positionne de plus en plus comme un médiateur entre les intérêts de cet Etat et ceux, opposés, du Japon ou même des Etats-Unis, marquant ainsi le renouveau des visées diplomatiques de l'ex-empire du milieu. En revanche, les relations entre la Chine et le Japon restent fondamentalement mauvaises, et constituent une importante source de tensions régionales.

Les relations avec le voisin russe se sont également largement normalisées. Le besoin capital d'hydrocarbures et de gaz, et les risques liés à la présence des troupes américaines au Moyen-Orient, amènent en effet la Chine à diversifier ses sources d'approvisionnements en développant des partenariats avec la Russie pour l'acheminement du pétrole de la mer Caspienne. L'échec du projet commun d'oléoduc transsibérien, qui aurait pu fournir 25% des besoins chinois, a ainsi été vécu comme un choc, compensé par la participation sous forme de sociétés écrans de capitaux chinois dans la société d'exploitation Ioukos.

Enfin, il est intéressant de constater à quel point la nouvelle politique diplomatique chinoise l'amène à élargir le champ de ses partenariats. L'Union Européenne est ainsi un correspondant traditionnel, puisque étant son premier partenaire commercial devant les Etats-Unis. Le soutien de Pékin à la réalisation du projet de réacteur nucléaire ITER à Kadarache, aux dépens du Japon notamment, est également une illustration de cette coopération. Sur un plan plus global, la participation de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce, ou à l'extension de l'ASEAN (qui deviendra la plus grande zone mondiale de libre-échange) sont d'autres exemples illustrant à quel point ce pays traditionnellement fermé s'ouvre sur le monde. Plus récemment, la Chine a même passé des accords avec des pays d'Afrique et d'Amérique du Sud, en vue de faciliter l'exportation de leurs hydrocarbures et matières premières. On peut citer, à titre d'illustration de ces nouveaux partenariats, le projet récent de coopération visant à la réalisation d'une voie de chemin de fer à travers la cordillère des Andes.

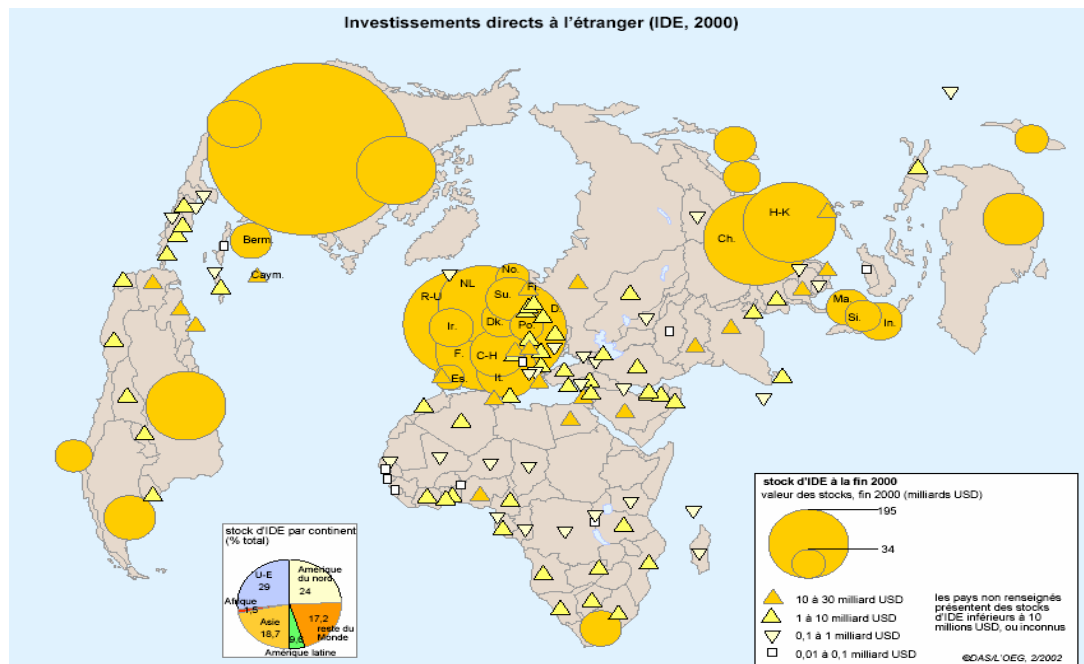
En conclusion, au-delà du constat de cette recherche effrénée de stabilisation tant interne qu'externe, il est intéressant de se livrer à un bref exercice de prospective sur ce que pourrait être l'avenir de la Chine à 30 ans. Selon les analystes, deux tendances se dessinent : l'une vers une logique de développement tendanciel, l'autre vers une logique de rupture. La première approche verrait une Chine ayant dépassé ses contradictions internes, avec notamment l'émergence d'une classe moyenne polissant l'action du parti vers une plus grande démocratisation de la vie politique. La Chine aura poursuivi son développement et atteint une taille gigantesque sur le plan économique et sera très probablement devenue une puissance militaire respectable. Sa puissance à l'échelle d'un continent créera un déséquilibre dans ses relations d'Etat à Etat et lui permettra, au delà de toute démarche intempestive, de "finlandiser" la région dont les pays seront tétanisés par son gigantisme. La deuxième approche privilégiant une « rupture » verrait au contraire un effondrement du système actuel, miné par ses contradictions économiques, et par une attitude agressive vis-à-vis de Taïwan qui pourrait remettre en cause les efforts menés en faveur de la reconnaissance de la légitimité internationale.

Si le scénario de rupture est toujours possible, il semble quand même improbable, tant la Chine est aujourd'hui engagée dans le concert des nations, qui feront tout pour favoriser son intégration et sa stabilité.

Pièce(s) jointe(s) à la fiche de géopolitique

du CCD BONAZZI Yvan (groupe A6)

Document n°1. Investissements directs à l'étranger



Document n°2. Dépendance pétrolière globale

La dépendance pétrolière¹ globale augmentera ainsi dans des proportions importantes à l'horizon 2020 :

Amérique du Nord		Europe		Chine		Inde	
2000	45%	2000	53%	2000	23%	2000	58%
2010	52%	2010	67%	2010	61%	2010	85%
2020	58%	2020	79%	2020	77%	2020	92%

¹ Dépendance pétrolière : importations sur consommation.

DOCUMENT N° 3 – Carte de la Chine

